

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

92/7

NOTES POUR UNE ALLOCUTION PRONONCÉE

PAR

L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEVANT

LES MEMBRES DU COMITÉ PRÉPARATOIRE DU CANADA

SUR LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES

SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT

**OTTAWA (Ontario)
Le 21 février 1992**

Je vous remercie de m'offrir la possibilité de prendre la parole aujourd'hui. Je suis consciente du temps et des efforts que les organisations représentées ici ont consacrés au processus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED).

Je souhaite tout d'abord discuter des chances de succès de la IV^e réunion du comité préparatoire et de la conférence de Rio de Janeiro comme telle. Je ne m'attarderai toutefois pas sur ces rencontres puisque la plupart d'entre vous avez déjà parcouru une bonne partie du chemin qui mène à Rio et savez bien que nous sommes encore loin du but.

Je désire aborder plus globalement la signification du processus de la CNUED, tant sur le plan national qu'international. Je souhaite examiner l'influence qu'auront les organisations non gouvernementales (ONG) sur la CNUED ainsi que ce que je perçois comme étant les répercussions de la CNUED sur les diverses ONG participantes.

Premièrement, en ce qui a trait aux chances de succès de la CNUED, je dois être franche. Je crois que les attentes à l'égard de la CNUED sont de beaucoup supérieures à ce que les institutions mondiales pourront réalistement accomplir. Le drame des attentes trop grandes, c'est qu'elles pourraient ralentir plutôt qu'accélérer toute action future et avoir tendance à escamoter les progrès réels. Nous devons nous montrer vigilants et voir à ce que cette conférence ne se transforme pas en stratégie du tout pour le tout.

La CNUED n'est pas une fin en soi. Elle ne représente pas la dernière chance de la terre. Pour être réaliste, elle ne sera ni un échec spectaculaire, ni un succès retentissant. Les problèmes sont beaucoup trop complexes pour qu'une solution définitive aux problèmes de la planète soit trouvée à Rio. En fait, il faudrait considérer la CNUED comme une étape importante, la première de nombreuses autres, une des plus importantes et des plus ambitieuses que le monde ait franchie.

L'objectif véritable de la CNUED devrait être un engagement significatif et à long terme de la part des nations du monde, en vue d'amorcer le processus de cicatrisation de la planète.

Ce n'est un secret pour personne : les nations du monde sont encore très loin du vaste consensus international nécessaire à la conclusion d'ententes officielles sur les principaux problèmes. L'objectif de la IV^e réunion du comité préparatoire sera de déterminer quels problèmes peuvent être résolus et de prendre les mesures qui s'imposent, tout en réduisant les écarts sur d'autres sujets lorsque les solutions ne sont pas accessibles.

Il faut comprendre que la CNUED n'est rien de moins qu'un effort international en vue de dégager un consensus entre des États dont

les niveaux de développement, les systèmes politiques et les politiques environnementales varient grandement, sinon complètement.

Ce n'est pas une tâche facile. Ceux d'entre vous qui ont eu l'occasion de prendre part aux travaux de la délégation canadienne à l'une des réunions du comité préparatoire, savent bien que les idées et les convictions que nous, au Canada, tenons pour acquises, ne sont pas partagées par tous les autres délégués. Il faut donc écouter, comprendre et travailler patiemment ensemble.

En fait, je crois que le processus de la CNUED aura permis, entre autres, de familiariser les ONG avec les différentes opinions, profondément ancrées, des représentants d'autres pays et d'autres secteurs de notre société.

Les problèmes sont complexes, mais cela ne justifie pas l'inaction. C'est la réalité. Si les problèmes étaient simples, ils auraient été résolus il y a bien longtemps. Il est toujours facile de trouver des sujets de désaccord, que ce soit à la CNUED ou ailleurs. Il est plus difficile, mais en fin de compte tellement plus satisfaisant et plus prometteur, de rechercher un consensus qui se traduira par des mesures concrètes.

Pour toutes ces raisons, je crois que nous faisons des progrès. Selon les derniers contacts que nous avons eus avec les pays en développement, ceux-ci ne s'attendent pas à ce que des transferts massifs de fonds du nord au sud soient faits à Rio en échange de mesures environnementales. Ils sont parfaitement conscients des pressions financières actuelles dont font l'objet les gouvernements des pays développés. Ils souhaitent toutefois que le public, dans des pays comme le Canada, comprenne bien le lien qu'il y a entre la pauvreté et l'environnement. Ils souhaitent des engagements non équivoques de nouveaux fonds pour répondre à ces besoins, et c'est un engagement que nous sommes disposés à prendre.

Je crois fermement que des engagements dont nous pourrions être fiers seront pris à la fin de la conférence de Rio. Je suis aussi convaincue que nous aurons insufflé à cette question un dynamisme qui fera avancer notre cause. Mais ces réalisations ne seront pas attribuables uniquement aux diplomates, aux ministres ou aux environnementalistes, malgré toutes les bonnes intentions de ces derniers, mais bien aux personnes du monde entier qui s'inquiètent des changements dans la qualité de l'air qu'elles respirent, de l'eau qu'elles boivent ou de la vie des personnes qui les entourent, et qui n'aiment pas ce qu'elles voient. Ces réalisations seront le fait de femmes et d'hommes qui passent à l'action dans leurs communautés et leur milieu.

Nombre de ces personnes sont canadiennes. Dans le cadre d'un récent examen des priorités en matière de politique extérieure du Canada, les Canadiens ont dit souhaiter que plus d'efforts soient consacrés à l'amélioration de l'environnement dans le monde. En fait, les deux tiers des personnes interrogées ont placé la protection de l'environnement mondial au premier ou au second rang des priorités de notre politique extérieure. Cette question a obtenu beaucoup plus d'appuis que toute autre, qu'il s'agisse du contrôle des armements, du commerce ou de la promotion des droits de la personne.

Le document sur les thèmes et les priorités de notre politique extérieure tient donc compte du fait que les Canadiens sont conscients qu'un monde reposant sur un développement viable sera plus sûr et sécuritaire. Le document reconnaît que les accords internationaux qui réduisent les barrières entre les nations sont bénéfiques pour le Canada.

Il nous engage à considérer la CNUED comme une priorité.

Il en est ainsi parce que nous sommes conscients de vivre dans un monde interdépendant. Notre destin environnemental est lié à celui du monde.

Cet entendement vient peut-être du fait que le sentiment d'appartenance des Canadiens en tant que nation est fortement lié à l'environnement.

Pensez-y pendant quelques instants. Il y a 125 ans, au moment de la création du Canada, moins d'un quart des Canadiens vivaient dans les villes, le reste de la population habitait dans les régions rurales ou frontalières, comme les autochtones l'ont fait pendant plusieurs siècles. L'inverse est maintenant vrai. Bien que les Canadiens aient émigré vers les villes et que les nouveaux arrivants aient tendance à s'y établir, nous ne nous identifions pas réellement à la ville.

L'image que nous nous faisons du Canada pourrait inclure la Tour du CN mais dans notre coeur, ce sont les montagnes, les océans et l'Arctique. C'est le nord et les prairies. Cette image est façonnée par le milieu qui nous a accueillis et qui continue de nous nourrir.

Notre héritage artistique, qu'il s'agisse de peintres comme Paul Peel ou le Groupe des sept, A. J. Casson et Emily Carr, est lié à l'immensité et à la grandeur de la nature au Canada.

Notre économie a d'abord été liée aux fourrures, à la pêche et aux forêts. De nombreux emplois dépendent, encore aujourd'hui, de ces activités.

Tous ces facteurs contribuent à expliquer pourquoi les Canadiens, peut-être plus que tout autre peuple, se voient à travers le prisme de leur environnement. Les Canadiens réfléchissent depuis fort longtemps aux menaces posées à cet environnement ou à notre coexistence avec lui. On trouve, au Musée canadien des Civilisations de Hull, une représentation d'un camp de bûcherons de la vallée de l'Outaouais au début du 19^e siècle.

Il suffit de jeter un coup d'oeil sur un mur, non loin de là, pour trouver quelque chose de plus intéressant encore à certains égards : une longue citation de sir John A. Macdonald. Longtemps premier ministre, il occupait un bureau qui donnait sur la rivière des Outaouais. De sa fenêtre, il pouvait voir flotter des centaines de milliers de rondins destinés à des usines d'Ottawa, de Hull et d'autres régions.

Dans sa citation, il se dit inquiet de la viabilité à long terme de ce genre d'exploitation forestière. Il se demande combien de temps encore les arbres pourront ainsi être coupés avant de disparaître complètement. Il se demande à quoi cela mènera. Sir John A. Macdonald ne connaissait pas l'expression «développement durable», mais c'est à cela que revenaient ses craintes. Et aujourd'hui, nous devons nous attaquer aux questions qu'il s'était posées il y a plus d'un siècle.

Ce sont justement des préoccupations comme celles de sir John A. Macdonald qui ont amené les gouvernements fédéraux qui se sont succédés à créer des parcs nationaux, à négocier avec les États-unis des traités sur la gestion commune des Grands Lacs et de la sauvagine migratoire.

Dernièrement, ces préoccupations ont débouché sur un accord canado-américain de lutte contre la pollution atmosphérique transfrontalière et, de ce fait, de réduction des pluies acides.

Au fond, les questions d'environnement ont toujours été importantes pour les Canadiens. Et les Canadiens, comme leurs gouvernements, ont compris que les gestes des uns pouvaient avoir des conséquences dévastatrices sur les autres. Aujourd'hui, nous prenons conscience de toute l'ampleur de ces conséquences, et c'est pour cela que le processus de la CNUED nous tient tant à coeur.

Le gouvernement n'est pas le seul à devoir communiquer cette réalité. Les ONG ont elles aussi les moyens de mobiliser l'opinion de la population et de sensibiliser les gens aux problèmes et aux options. Voilà pourquoi j'estime que vous avez un rôle crucial à jouer dans la CNUED.

Depuis que la décision de tenir la conférence a été prise, le gouvernement s'y est préparé en travaillant avec un grand nombre de Canadiens de tous les milieux, notamment avec les ONG.

Dès le départ, nous avons coopéré avec le comité de participation du Canada à la CNUED (CPCC). C'était en effet une bonne façon de faire participer les groupes qui voulaient apporter une contribution constructive au processus de la CNUED. Nous avons tout de suite décidé que le Canada ne serait pas le seul pays à profiter de cette forme de collaboration.

Au tout début des discussions sur la CNUED, nous avons dit haut et fort que la participation des gouvernements ne suffisait pas. Nous jugions que les ONG avaient quelque chose à apporter et qu'elles avaient le droit de prendre part aux discussions. Et cela, il fallait l'accepter. L'idée a déplu à de nombreux autres pays, peut-être en raison de leurs propres convictions sur la prise de décisions démocratique. Quoi qu'il en soit, le rôle des ONG au sein de la CNUED a fini par être accepté.

Dès lors, nous avons engagé des fonds pour aider les ONG de pays moins développés à participer aux activités de la CNUED. Nous avons appuyé les travaux de peuples autochtones d'autres pays afin qu'ils puissent jouer leur rôle légitime dans les discussions.

En contribuant à l'élaboration des positions de négociation et des priorités du Canada, les membres du CPCC ont joué un rôle de premier plan dans la définition de l'orientation de nos efforts à l'occasion des réunions du comité préparatoire. Tous les Canadiens vous en sont reconnaissants.

À mon avis, ce processus a aussi été utile pour les ONG. J'ose croire qu'il a été révélateur pour elles de voir quelles étaient les opinions des autres tout au long d'un processus d'élaboration de positions représentatives des besoins des Canadiens et du reste du monde.

Mais je crois que l'importance des ONG ne s'arrête pas là. Lorsque les 30 000 personnes attendues à la CNUED auront quitté Rio, qu'un journaliste aura écrit le dernier article sur l'événement et que la dernière note d'information aura été écrite par un haut responsable, le monde, lui, aura toujours besoin d'aide. Il restera beaucoup à faire.

Les gouvernements, je l'espère, feront leur part, mais la population devra elle aussi faire la sienne - les «Canadiens ordinaires», désormais célèbres, et les Américains, les Brésiliens et les Tanzaniens ordinaires. Ils devront continuer à comprendre les conséquences de leurs décisions sur l'environnement. Ils devront comprendre les changements qui

pourraient toucher leur mode de vie et les contraintes qu'ils imposent à l'environnement.

Les ONG encourageront le débat public sur ces questions et informeront la population, d'où leur importance. Par l'Agenda 21 et la Charte de la Terre, nous aurons amené les gouvernements à adopter certaines normes d'action et certains objectifs. Des normes et des objectifs dont la réalisation dépendra beaucoup des ONG.

Parce qu'en fin de compte, le succès de nos efforts se mesurera aux actions des gens, et non à leurs paroles.

J'espère que vous continuerez à coopérer comme vous l'avez fait jusqu'ici aux préparatifs de la conférence.

Je dis cela parce que je suis fière de voir que des Canadiens de tous les milieux ont uni leurs efforts pour participer aux préparatifs du Canada à la CNUED. Ils ont fait abstraction de leurs divergences d'opinion pour s'atteler à la tâche, une tâche qui exigera la coopération et l'engagement à long terme de plusieurs.

Je crois que c'est le processus, la participation de chacun, des collectivités et des gouvernements qui, plus que tout, nous permettra de donner suite à la conférence de Rio. S'il y a bien une leçon que les gouvernements ont tirée de ces dix dernières années, c'est qu'à bien des égards, ils ne peuvent faire cavalier seul. Il leur faut des partenaires au Canada, mais aussi à l'étranger. La CNUED est l'occasion rêvée de forger les partenariats dont nous avons besoin pour nous attaquer aux problèmes d'environnement.

Je vous remercie de votre engagement envers ce partenariat. Un engagement qui, je l'espère, durera.

Merci.